

La voix de l'opposition de gauche

Le 27 décembre 2017

CAUSERIE

- [Causerie au format pdf](#)

J'ai retiré le lien vers Sputnik qui publie un tas d'articles de propagande ou débiles. J'ai laissé le lien vers RT (Russia Today), j'ignore ce que vous en pensez, autrefois je regardais RT Internationale en anglais qui était passable, depuis 3 ans déjà je ne regarde plus la télé et je m'en passe très bien.

Quand l'AFP adopte un profil bas

- "La guerre complexe en Syrie impliquant de multiples acteurs a fait plus de 340.000 morts depuis mars 2011." AFP 27.12

La guerre contre la Syrie...

Quelle est l'orientation du capitalisme mondiale ?

2010 - Les 388 plus grandes fortunes détenaient autant de richesses que la moitié de la population mondiale.

2017 - 8 oligarques détiennent autant de richesse. (Lu avant-hier dans un article du Point)

Quelle gigantesque et fulgurante concentration de richesses en 7 ans.

Si vous êtes un lecteur habituel de ce portail, vous savez comment et pourquoi...

Pourquoi il faut impérativement rompre avec le capitalisme. Un enseignement de l'expérience grecque.

Cette "phase de capitulations d'ampleur inégalée", ne vous fait-elle pas penser à celle qui accompagne l'effondrement du capitalisme, un krach boursier, une guerre?

C'est sous de fausses étiquettes que furent préparés ou commis les pires crimes contre le prolétariat. Et tous ceux qui s'en sont accommodés ou ont cherché à se les concilier au nom de leur prétendu double nature en ont été les complices, ils se condamnaient à l'impuissance et devaient connaître le même sort.

Cette double nature était une imposture puisque la social-démocratie et le stalinisme étaient des agents du capital

Les opportunistes se sont servi des illusions que les masses avaient dans ces agents pour faire croire qu'ils pourraient être amenés à servir une autre cause malgré eux, en perdant de vue que leur capacité de nuisance était demeurée intacte et les conduirait dans une impasse ou leur interdirait de trouver une issue à la crise du capitalisme, quitte à se suicider ou à favoriser

l'ascension du fascisme, donc en entraînant l'ensemble de la société dans leur effroyable déchéance.

Quand l'existence d'un facteur dépend des rapports qui composent une contradiction, sous peine de disparaître il lui faut perpétuer ces rapports et donc reproduire à l'infini cette contradiction. Si le capitalisme a été amené à jouer un rôle progressiste malgré lui, en revanche c'est consciemment que la social-démocratie et le stalinisme devaient remplir une fonction contre-révolutionnaire, et c'est en tant que tel qu'il fallait les caractériser et les combattre impitoyablement au lieu de vouloir leur faire jouer un autre rôle ou leur attribuer je ne sais quelle vertu qui ne pouvait être qu'un poison.

En d'autre terme, il n'existait pas de contradiction entre le capitalisme, la social-démocratie dégénérée et le stalinisme, ils oeuvraient ensemble pour la même cause. En revanche, il en existait une entre eux et le prolétariat. Au lieu de s'en tenir à ce constat, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme étaient en proie à une contradiction avec le capitalisme qui pourrait se résoudre à notre avantage pour peu que les conditions s'y prêtent, mais comme cette contradiction n'existait pas finalement la situation devait fatalement tourner à l'avantage de nos ennemis, sans forcément attribuer un rôle révolutionnaire à la social-démocratie ou au stalinisme. Dit autrement, on nous expliqua que la social-démocratie dégénérée et le stalinisme pourraient être amenés à s'engager dans la voie de la rupture avec le capitalisme sans toutefois préciser que ce serait toujours au détriment des masses exploitées et du socialisme, se privant ainsi du moyen de les combattre efficacement ou en introduisant dans la tête des militants une terrible et fatale confusion. C'est ainsi que poussant cette logique jusqu'au bout des militants des différents courants se réclamant du trotskysme atterrirent au PS ou au PCF.

C'est ainsi également qu'ils en vinrent à déclarer que Tsipras aurait trahi le prolétariat grec, alors qu'en réalité il était tout simplement resté fidèle à l'idéologique ou aux intérêts de classe qu'il avait adoptés bien avant qu'on entende parler de lui ou qu'il accède au pouvoir.

Ruptures - A peine quelques semaines plus tard (Après le référendum de juillet 2015 - ndlr), son gouvernement signe avec l'Union européenne et ses acolytes un mémorandum qui ouvre une phase de capitulations d'ampleur inégalée : les « économies » sur les salaires, les retraites et les minimas sociaux sont amplifiées à un degré jamais vu en Europe en temps de paix ; privatisations, dérèglementations, casse du code du travail sont au programme.

Le parlement, renouvelé en septembre 2015, ne cesse depuis lors d'enchaîner les votes d'aggravation des mesures, sous la menace de stopper les tranches de prêts accordées à Athènes.

C'est sans fin : la semaine dernière encore, les « partenaires » européens de la Grèce ont obtenu que quatre centrales du service public d'électricité soient privatisées.

Supplique pathétique

Le chef du gouvernement grec martèle que la reconduction de la grande coalition allemande est « une condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe ». Car, poursuit M. Tsipras, il y a désormais une chance « de mettre sur la table de l'Europe un agenda progressiste » permettant de sauver cette dernière.

Une grande coalition allemande est la « condition indispensable aux réformes progressistes nécessaires et à la démocratisation de l'Europe » – Alexis Tsipras

On a donc la confirmation que, pour la « gauche radicale », en l'occurrence grecque, le sauvetage « progressiste » de l'Europe a la priorité sur tout autre préoccupation, et passe par la reconduction

d'Angela Merkel dans une configuration analogue à celle qui prévaut depuis 2013 – celle-là même qui fit fleurir des caricatures de Mme Merkel et de l'actuel président du Bundestag, Wolfgang Schäuble, en nazis dans les manifestations populaires qui furent nombreuses dans le pays, des années durant...

L'homme qui avait pourtant battu une « grande coalition » socialiste-droite dans son propre pays, estime désormais qu'« une véritable position de gauche consiste à s'engager pour des vrais changements et réformes, et non de garder propre son identité ».

On peut lui faire confiance : pour ce qui est de se salir les mains, Alexis Tsipras est, en trois ans, devenu champion toutes catégories. Mais puisque c'est pour sauver l'Europe...(Extrait de : Le fascinant texto d'Alexis Tsipras à Martin Schulz - Ruptures le 06 décembre 2017)

Ce qui est tout aussi pathétique et dramatique, c'est que chaque fois il faut attendre que la social-démocratie ou ses clones faussement gauchisés parviennent au pouvoir pour qu'on daigne enfin les caractériser comme il se devait depuis longtemps, quand il est trop tard, sans en tirer d'enseignements on est prêt à s'emballer pour un nouveau parti qui assumera la continuité politique des partis pourris rejetés par les masses depuis très longtemps aussi.

Il faut avoir conscience qu'on est obligé d'en passer par un affrontement direct avec le capitalisme, parce qu'il s'oppose à tout changement de mode de production et de distribution ou de répartition des richesses, à moins qu'on y renonce, mais je ne vois pas de quel droit on devrait y renoncer, et le moyen radical pour ne pas y renoncer ou être tenté un jour d'y renoncer, c'est de rompre avec le capitalisme et ses institutions puisqu'elles ne sont plus que des salles de marché ou de spectacle.

Parole de banquier : Devenez capitaliste !

Sachant que cela ne sera pas donné à tout le monde, le moins que vous pourrez faire en guise de consolation sera de vous résigner à vous en accommoder ou à l'adopter, de bon cœur ou dans la joie de préférence.

- Muhammad Yunus : « Tout le monde peut devenir entrepreneur » - lepoint.fr 25.12

L'économiste bangladais, Prix Nobel de la paix, surnommé le « banquier des pauvres » prône un nouveau système fondé sur l'altruisme et la générosité.

Extraits.

- ...le nombre d'humains vivant dans l'extrême pauvreté a diminué de plus de la moitié depuis 1990,

LVOG - La moitié sont morts de faim ou de sous-alimentation depuis, et l'autre moitié est tout simplement pauvre et voué à le rester...

- « C'est grâce à plein de choses : le libre-échange, la mondialisation, l'ouverture des frontières, la démocratie, les technologies, le partage de l'information. Tout cela a permis de diminuer la pauvreté. »

LVOG - Plutôt de l'étendre à tous les continents en subordonnant davantage les peuples au marché, tandis que les conditions de travail et d'existence de l'ensemble des travailleurs se dégradent, et toutes expressions même limitées de la démocratie étaient systématiquement piétinées, leurs droits politiques bafoués et la société toute entière ou toute liberté mise sous surveillance. Plein de bonnes choses en somme.

- « Je ne blâme pas ceux qui font du profit. Mais ils peuvent aussi, parallèlement à leurs activités, faire du social business »

LVOG - C'est un oxymore sordide, le social étant incompatible avec le business ou la recherche du profit à tout prix, qu'un banquier ne peut pas blâmer, cela va de soi.

- « Nourrir une personne pour toujours à travers l'État providence, c'est lui retirer toutes les valeurs humaines »

LVOG - La laisser crever de faim est louable ou une vertu, que l'on accorde volontiers au système économique que vous soutenez.

Le Point - ...il est persuadé d'avoir LA solution pour arriver à zéro chômage : l'entrepreneuriat. « Tout le monde peut devenir entrepreneur », martèle-t-il.

« Mais si, tout le monde peut devenir entrepreneur ! Des millions de femmes ont pu monter un business au Bangladesh. Ce n'est pas une question d'éducation : certaines d'entre elles étaient illettrées et elles ont réussi. Ce dont ces personnes ont avant tout besoin, c'est un peu d'argent via le microcrédit pour lancer leur business. » Il évoque les États-Unis, où Grameen Bank a été introduite en 2008, où 86 000 personnes dans douze villes ont emprunté, en tout, 600 millions de dollars. La preuve, selon lui, que sa recette est universelle. « Dans le nouveau système que je propose, plus personne ne serait dépendant de l'État providence, tout le monde serait entrepreneur et prendrait soin de lui même. » On évoque alors le cas Uber en France, qui a généré toute une nouvelle génération d'entrepreneurs, mais aussi pas mal d'espoirs déçus, à cause notamment de l'attitude de plateformes vis-à-vis des chauffeurs. « Dans ce cas-là, on est dans une zone grise, car ces personnes restent très dépendantes d'une seule entreprise. Mais c'est une première marche vers le vrai entrepreneuriat. » Il poursuit : « La théorie vous a fait croire qu'être employé, c'est la sécurité tandis que l'entrepreneuriat, c'est la précarité. Mais qui vous dit que votre emploi ne va pas être détruit demain ? Et puis, le salariat c'est aussi bien souvent terriblement ennuyeux. Un monde où vous devez bien souvent sacrifier toute créativité pour rentrer dans les codes de votre entreprise. »

On enchaîne les questions qui fâchent, elles glissent sur lui. Certains acteurs du microcrédit l'ont transformé en juteux marché ? Ce n'est pas le cas de celui qu'il promeut. Les études montrant que certains emprunteurs utilisent leur prêt pour consommer et pas pour investir dans un business ? Pas dans le système qu'il a créé. Le fait qu'il se soit associé à certains grands groupes ou à des personnalités controversées – on pense par exemple à Ray Dalio, un des plus gros gérants des hedge fund au monde, qui a financé la création de Grameen America ? Il répond que c'est lui qui les utilise pour les orienter vers le social business, pas eux qui l'utilisent pour améliorer leur image. On arrête-là l'entretien, le sourire du début est toujours là. lepoint.fr

Uber, quel bonheur! Et heureusement que de généreux oligarques veillent à entretenir la misère du monde, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient !

La plupart des femmes de mon village en Inde qui avaient contracté un microcrédit auprès du gouvernement étaient également illettrées, du coup il leur a été imposé un taux usuraire. La soeur de ma compagne Adi était dans ce cas-là. Elle a emprunté 50.000 roupies sur deux ans, et elle a remboursé plus de 100.000 roupies avec les pénalités de retard, soit un taux d'intérêt de 50% l'an. J'en sais quelque chose, car pendant deux ans elle a dû rembourser chaque mois l'équivalent de la totalité de son salaire, et c'est moi qui ai dû l'entretenir et même lui prêter de l'argent.

En Inde comme dans beaucoup de pays en Asie et en Afrique, il existe des millions d'Indiens qui tiennent des échoppes ou des commerces misérables et qui vivent dans la pauvreté, la

promiscuité et la crasse. Ils travaillent toute l'année sans compter les heures pour un revenu dérisoire qui leur permet tout juste de ne pas crever de faim.

Effectivement, Israël est une colonie de l'oligarchie et «pas un vrai pays».

- Israël «pas un vrai pays» : le magazine Youpi retiré des ventes - LeFigaro.fr

Le Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) s'était ému auprès du groupe Bayard d'une carte du monde ne reconnaissant pas l'État hébreu comme un «vrai pays». L'éditeur a choisi de retirer la publication des kiosques dès mardi.

Le numéro de janvier du magazine pour enfants Youpi va être retiré de la vente mardi, après avoir écrit qu'Israël n'était «pas un vrai pays», a annoncé lundi le groupe Bayard, répondant favorablement à la requête du président du Crif, Francis Kalifat. L'édition de janvier du mensuel contient une carte du monde avec la légende suivante: «On appelle ces 197 pays des États, comme la France, l'Allemagne ou l'Algérie. Il en existe quelques-uns de plus, mais tous les autres pays du monde ne sont pas d'accord pour dire que ce sont de vrais pays (par exemple l'État d'Israël ou la Corée du Nord)».

«On reconnaît une erreur, une maladresse, nous ne voulions évidemment en aucun cas contester l'existence de l'État d'Israël», a déclaré Pascal Ruffenach, président du groupe Bayard, qui édite le magazine Youpi. «Nous faisons acte de bonne volonté, c'est important de contribuer à l'esprit de pacification et d'apaisement», a-t-il ajouté. Contacté un peu plus tôt par l'AFP, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (Crif) Francis Kalifat avait annoncé qu'à sa demande, le groupe Bayard allait retirer le numéro 352 de Youpi de la vente.

Le Crif a en outre demandé la publication dans le prochain numéro d'un «rectificatif ainsi qu'un article expliquant ce qu'est Israël et comment et pourquoi il est né», indique-t-il sur Facebook. Pascal Ruffenach n'a pas dit s'il donnerait suite à cette requête. «On a sorti le numéro de décembre dans lequel on expliquait les religions aux enfants. Nos publications suivent le rythme d'enfants de six ans, on verra comment faire au mieux pour les prochaines fois», a-t-il réagi.

L'État d'Israël a été proclamé en mai 1948 à la suite d'un vote de l'ONU sur le partage de la Palestine. Israël est membre de l'ONU depuis mai 1949. Le figaro.fr 25/12/2017

Rectifications : L'ONU n'a pas procédé au "partage de la Palestine" mais a légitimé son occupation coloniale ou sa disparition. Et puis s'il y avait eu partage les Palestiniens auraient disposé de leur propre Etat, or cela ne fut pas le cas, je précise sans partager la position en faveur de deux Etats.

Il faut ajouter que depuis 1949 Israël n'a jamais appliqué les multiples résolutions qui ont été votées par l'ONU en faveur des Palestiniens, donc du point de vue du Figaro, ce qu'ils appellent le droit international a continuellement été bafoué en toute impunité. D'où notre non reconnaissance d'Israël et notre refus d'accorder à l'ONU de s'immiscer dans les droits des peuples.

Commentaires d'internautes.

1- Honte à ce magazine

2- Bayard dit une vérité, le Crif fait les gros yeux, Bayard s'écrase. Le Crif est-il une vraie ... quoi donc au juste?

3- Incroyable que certains lobbies communautaristes puissent avoir autant de pouvoir dans notre pays. Si Israël est un vrai pays et pas une pure revendication idéologique pourquoi les gens du Crif qui s'en reconnaissent membre vivent-ils en France ?

4- Il est tout à fait exacte de dire que Israël ou la Corée du Nord ne sont pas reconnus comme des Etats à part entière, par toutes les nations. Au même titre que la Corée du Sud n'est pas reconnue par celle du Nord, la Palestine par les U.S.A ou encore Taiwan par la Chine par exemple, pourtant pour la plupart d'entre nous ses nations existent.

5- Comment le CRIF, explique-t-il aux petits Palestiniens que les gens qui habitent Israël lui volent son pays qui lui n'existe pas encore ?

6- Israël est le seul pays dont les frontières ne sont pas définitivement (ou durablement) établies.

En France.

Il faut assumer.

- Gérard Collomb se plaint de "passer pour le facho de service" - LePoint.fr

Dans l'orbite de Jupiter.

- La droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, estime Stefanini - AFP

Patrick Stefanini, ancien directeur de campagne de François Fillon, estime que la droite a "beaucoup à apprendre" d'Emmanuel Macron, qui a selon lui "restauré le prestige de la fonction présidentielle" et "élevé le niveau". AFP

Non, à par cela ils ne haïssent pas la plèbe, vous vous faites des idées...

- Interpellée sur Twitter par un sans-abri, la mairie de Paris décide de retirer des barrières anti-SDF - HuffPost FR

Ils ont été jusqu'à installer des barrières métalliques sur les grilles d'aération du métro qui dégagent un peu de chaleur, et où les clochards transis de froid venaient se réchauffer un peu. Abominable.

En fait, nous sommes en dessous de la réalité, ce sont des monstres de cruauté.

Des petits malins vont nous demander à quoi cela nous avance de le savoir. A eux, rien assurément. La question serait plutôt de savoir quand on en prend conscience et on en tire les leçons politiques qui s'imposent, avant qu'ils parviennent au pouvoir ou après quand il est trop tard. Dans le premier cela aurait pu servir à éclairer les travailleurs sur la véritable nature du PS, dans le second cela ne servira à rien puisqu'ils l'auront deviné eux-mêmes.

Ce n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

- Philippe Grangeon L'homme qui murmure à l'oreille droite de la gauche - Liberation.fr

Compagnon de route de longue date de la gauche réformiste, l'ancien proche de Dominique Strauss-Kahn et François Hollande, discret mais influent, accompagne désormais Emmanuel Macron.

Philippe Grangeon, directeur de la communication du groupe de conseil en numérique Capgemini, cadre dirigeant d'une multinationale, mais encarté à la CFDT. Inspirateur influent de l'épopée macronienne, sans jamais apparaître dans les médias. Membre dès fin 2015 de la petite équipe qui, autour du ministre de l'Economie, travaille en secret au lancement d'En marche, il est alors

toujours visiteur officieux de l'Élysée. Chaque samedi matin, le tandem qu'il forme avec le communicant Robert Zarader continuait de se rendre au Palais pour discuter stratégie politique avec...François Hollande.

Selon Nicolas Théry, ancien comme Grangeon du cabinet de DSK et aujourd'hui à la tête du Crédit mutuel : « Il n'entre pas dans les cases partisans. Sa filiation, c'est la deuxième gauche syndicaliste, celle d'Edmond Maire et des assises socialistes de 1974. Son obsession, c'est la transformation sociale. » Grandi dans une cité HLM du Val-d'Oise, avec un Deug d'histoire pour seul bagage universitaire, Grangeon en mesure très tôt l'impératif. Trop anxieux pour songer à faire de la politique «un métier», c'est en expert de la communication qu'il choisit de servir cette gauche réaliste, à ses yeux seule en mesure d'accompagner le changement. Collaborateur historique de Paul Quilès, qu'il suit dans ses différents ministères jusqu'en 1992, puis de Dominique Strauss-Kahn, maître de Bercy dans le gouvernement de Lionel Jospin. Entre ces deux moments de la gauche au pouvoir, c'est à la CFDT qu'il atterrit, recommandé par Martine Aubry. Au fil de ses expériences, l'hypersensible attentif à son «image morale», dicit Julien Dray, militant comme lui à la LCR durant ses années de fac à Villetaneuse, noue des amitiés indéfectibles. Dont certaines professionnellement déterminantes. Ainsi de Paul Hermelin, condisciple de Hollande à l'ENA et toujours son proche, rencontré au cabinet de Paul Quilès. En 2004, quand Grangeon doit céder son fauteuil de dirigeant d'une filiale de La Poste, préempté par la chiraquie de retour au pouvoir, Hermelin l'appelle à ses côtés à la direction de Capgemini pour piloter la communication de la multinationale en mutation.

Hollande candidat à la présidentielle, Grangeon fait son retour dans les coulisses politiques. L'ex-premier secrétaire du PS, qui le connaît depuis trente ans, apprécie le renfort : communicant avisé de Nicole Notat dans la grande crise des grèves de 1995, artisan de la victoire de Delanoë aux municipales de 2001 à Paris, Grangeon a prouvé que son «incroyable vision stratégique» n'était pas une légende.

Hollande élu, Grangeon dispose de son rond de serviette à l'Élysée. «Son credo, c'était qu'il fallait jouer davantage avec la société civile», se souvient Vincent Feltesse, qui rejoint la garde rapprochée présidentielle en mai 2014. «Il essayait de convaincre Hollande de la nécessité de créer un nouveau parti, idéologiquement plus cohérent et plus participatif. C'était son sillon.» C'est avec cette idée en tête qu'après les attentats de novembre 2015, Grangeon réunit à déjeuner autour du Président Nicole Notat et Pierre Pringuet, alors patron de l'Afep, le lobby des grandes entreprises. «Je pensais que l'émotion nationale ouvrait peut-être une fenêtre pour une recomposition politique, un accord républicain avec les progressistes de la société civile», se souvient-il.

A l'été 2012, son ami Nicolas Revel, ancien directeur de cabinet de Bertrand Delanoë à la mairie de Paris devenu secrétaire général adjoint de l'Élysée, insiste pour qu'il rencontre le jeune Emmanuel Macron, son homologue chargé des affaires économiques. Prévu pour durer une demi-heure, l'entretien s'éternise tant les deux insomniaques se découvrent en phase. Même attachement à l'efficacité de l'action publique. Même sentiment que les partis traditionnels sont à bout de souffle. Très vite, ils deviennent alliés «pour faire réussir Hollande», dit Grangeon. «La discussion entamée alors ne s'est jamais interrompue», convient Macron le 21 novembre. Elle va même en s'intensifiant après la nomination du poulain de Hollande à Bercy. «C'est un détecteur de talents, de potentiel, il avait parié sur Delanoë et Hollande avant tout le monde. Cela a été pareil avec Macron, apprécie Nicole Notat. Philippe ne cherche pas la lumière : il est au service de la structure et de ceux en qui il croit.»

Quand, après les attentats de 2015, l'ambition politique de Macron prend forme, Grangeon l'encourage, enthousiaste à l'idée de voir se concrétiser son rêve politique. «J'aurais tellement aimé que François fasse cela», soupire-t-il. Le communicant en est alors convaincu : en attelage avec son audacieux ministre, Hollande peut encore emporter la présidentielle. «Il m'avait dit entre

deux portes qu'il réfléchissait à un mouvement avec Macron, se souvient Feltesse. Mais personne n'imaginait à quel point Macron allait transgresser la manière de faire de la politique.»

Le discret conseiller est de toutes les réunions décisives du mouvement. «Il apportait son expérience des victoires et des défaites politiques, son expertise des organisations, relisait les discours, et aidait à la programmation», se souvient un membre de la garde rapprochée de Macron. Son influence ne se dément pas après la victoire du 7 mai. Notamment quand il s'agit de «repérer des talents», son dada. «En amont de la constitution du gouvernement, ceux qui sont un peu libres ont été amenés à donner un avis et moi tout particulièrement sur la société civile», admet le DRH improvisé de la macronie. Quelques mois plus tôt, c'est lui déjà qui avait soufflé au ministre de l'Economie le nom de Martin Vial pour prendre la tête de l'Agence des participations de l'Etat. Un retour d'ascenseur entre «frères d'armes» : ancien comme lui du cabinet Quilès, c'est Vial, devenu PDG de La Poste, qui lui avait confié en 2000 la direction de sa filiale, Mediaposte. Après la démission de Sylvie Goulard du ministère de la Défense, c'est encore Grangeon qui vante à Macron les mérites de Florence Parly, elle aussi ancienne du cabinet de Quilès, devenue l'épouse de Vial...

A 61 ans, Philippe Grangeon, qui vient de prendre sa retraite de Capgemini, se cherche une nouvelle utilité. Après avoir échoué de peu aux sénatoriales en septembre, il a intégré le bureau exécutif de la République en marche, «le principal actif de Macron», dit-il. liberation.fr 26.12

Voilà ce qu'on nous a intimé l'ordre de prendre pour la gauche sous peine d'être excommunié ou traité de gauchiste. Les faits nous donnent raison, simple constat. Quel enseignement en tireront ceux qui sont bien obligés d'admettre qu'ils s'étaient fourvoyés ? Aucun parce qu'ils ne l'admettront pas.

Apprenez-leur le caniveau !

- Trois villes testent la pub sur les trottoirs - Liberation.fr

Depuis lundi, les publicités peuvent s'afficher sur les trottoirs à Nantes, Bordeaux et Lyon. Liberation.fr 27.12

Le candidat En Marche russe du 1%.

L'AFP et les médias nationaux français ne font pas de propagande. La preuve du contraire, si nécessaire.

- Privé de présidentielle, l'opposant russe Navalny appelle au boycott - AFP

L'opposant numéro un au Kremlin, Alexeï Navalny, a appelé lundi au boycott de la présidentielle du 18 mars après le rejet de sa candidature à ce scrutin pour lequel Vladimir Poutine apparaît sans concurrence pour remporter un quatrième mandat. AFP

- L'opposant russe Navalny empêché de briguer la présidence - Reuters

- Présidentielle en Russie : la Commission électorale dit niet à Alexeï Navalny, qui est banni du scrutin - Franceinfo

- Russie : Alexeï Navalny privé de présidentielle - LeFigaro.fr

- Russie : Alexeï Navalny hors course - LePoint.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Russie : la candidature à la présidentielle de l'opposant Alexeï Navalny rejetée - LeParisien.fr
- Russie: Alexeï Navalny, opposant à Vladimir Poutine ne pourra pas se présenter à l'élection présidentielle HuffPost FR
- Russie : la candidature d'Alexeï Navalny rejetée - euronews
- L'UE critique l'exclusion de Navalny de la présidentielle russe - Reuters

La décision des autorités russes d'exclure l'opposant Alexeï Navalny de l'élection présidentielle prévue l'an prochain pose des questions sur la nature de ce scrutin, estime le service des Affaires étrangères de l'Union européenne dans un communiqué, lundi. Reuters 27.12

- Les Russes ne voient pas Alexeï Navalny président - fr.rbth.com 10 avril 2017

L'opposant affirme qu'il se présentera à la présidentielle de 2018, toutefois, compte tenu de ses condamnations dans le cadre d'affaires pénales, il n'a juridiquement pas la possibilité de se porter candidat actuellement.

En ce qui concerne la cote de popularité d'Alexeï Navalny, elle n'est toujours pas au beau fixe, bien que le nombre de ses partisans déclarés ait augmenté pour passer de 1% en janvier à 4% en février.

Pourtant, Alexeï Navalny a connu de plus beaux jours avec une cote de popularité maximale de 6% en 2013, qui a chuté à 1% la même année, a rappelé Levada. « Cette année-là, Alexeï Navalny est passé aux yeux du pouvoir du statut de +blogueur fou+ à celui de personnage important à l'échelle de Moscou. En effet, il s'est avéré aux élections du maire de la ville que, dans certaines circonstances, il était capable de totaliser un nombre non négligeable de voix (27%, ce qui le propulse à la deuxième place, RBTH) », a poursuivi Pavel Saline. C'est alors que l'opposant s'est retrouvé au centre d'une large campagne avec enquête et poursuites pénales, ce qui a implanté au sein de la population l'idée qu'Alexeï Navalny était un délinquant, a-t-il noté. fr.rbth.com 10 avril 2017

En réalité ces poursuites datent d'avant l'élection municipale de 2013, de décembre 2012 relatif à une escroquerie (Yves Rocher) remontant à 2008, ou une autre de 2007 avec Union of Right Forces (Union des forces de droite) selon Wikipédia.

Outre ses soutiens de Washington et Bruxelles, l'oligarchie et ses médias.

Wikipédia - Navalny was named "Person of the Year 2009" by Russian business newspaper Vedomosti.

Navalny was a World Fellow at Yale University's World Fellows Program, aimed at "creating a global network of emerging leaders and to broaden international understanding" in 2010.

In 2011, Foreign Policy magazine named Navalny to the FP Top 100 Global Thinkers, along with Daniel Domscheit-Berg and Sami Ben Gharbia of Tunisia, for "shaping the new world of government transparency". FP picked him again in 2012. He was listed by Time magazine in 2012 as one of the world's 100 most influential people, the only Russian on the list. In 2013, Navalny came in at No. 48 among "world thinkers" in an online poll by the UK magazine Prospect.

In 2015, Alexei and Oleg Navalny were chosen to receive the "Prize of the Platform of European Memory and Conscience 2015".

Traduction

Navalny a été nommé "Personne de l'année 2009" par le journal d'affaires russe Vedomosti.

Navalny a été chercheur mondial au World Fellows Program de l'Université Yale, visant à « créer un réseau mondial de leaders émergents et à élargir la compréhension internationale » en 2010.

En 2011, le magazine Foreign Policy a nommé Navalny au FP Top 100 Global Thinkers, aux côtés de Daniel Domscheit-Berg et de Sami Ben Gharbia de Tunisie, pour avoir « façonné le nouveau monde de la transparence gouvernementale ». FP l'a repris à nouveau en 2012. Il a été classé par le magazine Time en 2012 comme l'une des 100 personnes les plus influentes au monde, le seul russe sur la liste. En 2013, Navalny s'est classé au n° 48 parmi les « penseurs du monde » dans un sondage en ligne réalisé par le magazine britannique Prospect.

En 2015, Alexei et Oleg Navalny ont été choisis pour recevoir le "Prix de la Plateforme de Mémoire et de Conscience Européenne 2015".

- Navalny « démocrate » made in USA par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 29 mars 2017

Qui est Alexei Navalny ? Comme on peut lire dans son profil officiel, il a été formé à l'université états-unienne de Yale en tant que fellow (membre sélectionné) du « Greenberg World Fellows Program », un programme créé en 2002 pour lequel sont sélectionnés chaque année à l'échelle mondiale à peine 16 personnes avec des caractéristiques propres à en faire des « leaders globaux » [1]. Ils font partie d'un réseau de « leaders engagés globalement pour faire du monde un endroit meilleur », composé actuellement de 291 fellows de 87 pays, en contact les uns avec les autres et tous reliés au centre états-unien de Yale.

Navalny est en même temps co-fondateur du mouvement « Alternative démocratique », un des bénéficiaires de la National Endowment for Democracy (Ned), puissante « fondation privée à but non lucratif » états-unienne qui avec des fonds fournis y compris par le Congrès finance, ouvertement ou en sous-main, des milliers d'organisations non-gouvernementales dans plus de 90 pays pour « faire avancer la démocratie » [2]. La Ned, une des succursales de la CIA pour les opérations secrètes, a été et est particulièrement active en Ukraine. Elle y a soutenu (selon ce qu'elle écrit) « la Révolution de Maïdan qui a abattu un gouvernement corrompu qui empêchait la démocratie ». Avec pour résultat que, avec le putsch de Place Maïdan, a été installé à Kiev un gouvernement encore plus corrompu, dont le caractère démocratique est représenté par les néo-nazis qui y occupent des positions clé. Réseau Voltaire 29 mars 2017

[1] M. Navalny a été parrainé pour ce programme par Michael McFaul, futur ambassadeur des États-unis à Moscou.

[2] « La NED, vitrine légale de la CIA », par Thierry Meyssan, ?dnako (Russie) , Réseau Voltaire, 6 octobre 2010.

Commentaires d'internautes suite à un article du Figaro du 27 mars 2017 : Qui est Alexei Navalny, le principal opposant à Vladimir Poutine ?

1- C'est étonnant cette fascination en Occident pour les personnages peu recommandables. Alexei Navalny est devenu soudainement un adepte de l'anti corruption alors qu'il avait tout de même monté une escroquerie avec son frère, escroquerie au détriment de la distribution en Russie des produits Yves Rocher qui avait apporté à l'entreprise française beaucoup d'ennuis.

Non Navalny n'est pas l'Ange Blanc présenté dans cet article.

2- Le principal opposant qui ne pèse pas 1%, qui a des propos qui vous scandaliseraient si Poutine ou Medvedev les tenaient sur l'immigration, qui est impliqué dans des affaires de corruption et qui intéresse plus les Européen que les électeurs Russes. Les partis opposants réels à Poutine, qui reçoivent des suffrages et l'intérêt de la population, se nomment Parti Communiste et Parti Libéral Démocrate.

3- Navalny a débuté sa carrière d'opposant en créant un mouvement nationaliste et xénophobe - "les marches russes".

En premier lieu il était dirigé contre les ressortissants du Caucase. Les slogans de ces "marches" ont été : "Il faut arrêter de nourrir et financer le Caucase"

Les occidentaux font mine de ne pas le savoir ! Ils préfèrent de fabriquer de Navalny, leur "chouchou", l'opposant de Poutine numéro 1

Les médias occidentaux, qui accusent Poutine d'être un nationaliste (ha ha), alors que Poutine représente 182 nationalités de la Russie, et qui applaudissent le xénophobe nationaliste Navalny seulement par ce qu'il se proclame un "opposant a Poutine", ne sont pas a une contradiction près...

4- Donc un opposant quasi-inconnu type Cheminade fait une manifestation sur un lieu non-autorisé, comme la manif pour tous aux Champs Elysée où il y a eu des condamnations à 2 mois fermes, se prend juste 15 jours et il y en a pour hurler à la dictature?

Ensuite on apprend que c'est un escroc et un xénophobe.

Là, je vais savourer les commentaires des "grands défenseurs de la démocratie occidentale" se tortillant dans leur contradictions pour prendre sa défense.

5- Un exoligarque coupable et condamné avant 2011 pour divers délits de conflits d'intérêts et de détournements de fonds ; il est parti aux USA faire ses classes et est revenu en Russie pour jouer à l'opposant.

6- Le dit principal opposant à Vladimir Poutine pèse 1%.

-C'est l'opposant soutenu par Washington et les médias occidentaux.

-0 chance.

7- C'est tout simplement un agent de la CIA !

Ils sont Charlie. Et ils nous menacent d'une guerre civile qui est déjà rampante.

- « **Monsieur Schrameck, suspendez l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today** »
- **Le Monde**

Dans une tribune au « Monde », un collectif de spécialistes de la Russie interpelle Olivier Schrameck, président du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA), considérant que l'autorisation donnée à la chaîne Russia Today (RT) de diffuser en France est d'une extrême gravité.

Tribune. Nous nous adressons à vous, Olivier Schrameck, au sujet de l'autorisation qui serait prochainement accordée à la chaîne Russia Today (RT) d'émettre en français sur les réseaux de télévision en France.

Quand on sait les pratiques de cette chaîne, dénoncées publiquement par le président de la République lui-même, et que l'on prend connaissance de la composition actuelle de son conseil d'éthique après le renoncement d'un de ses trois membres (qui constitue en soi une modification de la convention passée avec le CSA), et alors même que le Parlement européen a mis en garde contre la désinformation exercée par l'Etat russe et a pris des mesures pour la contrer (résolution 2016/2020-INI), une telle autorisation ne pourrait que susciter une profonde incompréhension, sinon l'indignation.

Russia Today est accusée aujourd'hui par des responsables du plus haut niveau aux Etats-Unis comme en Europe de semer la zizanie et d'affaiblir les démocraties. Au motif qu'elle relaie la propagande du Kremlin, cette chaîne est désormais obligée par les autorités américaines de s'enregistrer comme « agent de l'étranger ». Guerre hybride

Mme Theresa May, première ministre britannique, a, le 13 novembre, accusé les médias russes d'avoir poussé les Britanniques à la désunion à l'occasion d'élections récentes. La ministre espagnole de la défense, Mme Maria Dolores de Cospedal, a dénoncé trois jours plus tard une ingérence russe dans les affaires internes de l'Espagne.

Dans un tel contexte de guerre hybride, l'autorisation donnée à Russia Today de diffuser en France est d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français.

En conséquence, nous vous prions, au nom de la préservation de la paix civile, de suspendre l'attribution de la licence de diffusion à Russia Today sur le territoire français. Le Monde 20.12.2017

- Un appel à interdire la chaîne RT France provoque une vive levée de boucliers par Comité Valmy - 22.12

Source : RT

Une lettre ouverte dans Le Monde appelant à empêcher RT France de diffusion, a provoqué de vives critiques de la part de Moscou. En outre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a fait savoir sa solidarité avec leurs confrères de RT.

Le 21 décembre, la Fédération internationale de journalistes (FIJ) a « exhorté » les autorités françaises à ignorer les appels à la révocation de la licence de RT France, alors qu'une tribune paraissait le jour même dans l'hebdomadaire Le Monde, signée par une dizaine de personnalités se présentant comme spécialistes de la Russie, et appelant à l'interdiction de la chaîne RT France.

« Nous exhortons les autorités françaises à ne pas accepter ces demandes. Nous appelons également des collègues de RT France à mener à bien leurs tâches d'information en accordant une grande attention aux aspects éthiques de la profession, afin de montrer que les accusations portées contre eux sont absurdes », a déclaré Philippe Leruth, président de la FIJ.

Alors que la tribune publiée dans l'hebdomadaire du soir assure que l'autorisation d'émettre accordée à RT France est « d'une extrême gravité car elle peut conduire au brouillage des esprits et à la désunion des Français », Philippe Leruth dénonce le risque d'« une censure cachée ». Il souligne en outre que celle-ci « n'est pas basée sur des faits, mais sur le message général venant des Etats-Unis ».

A peine lancée, déjà au cœur de la polémique

En outre, la chaîne télévisée n'a commencé à émettre dans l'Hexagone que le 18 décembre dernier. Elle n'a donc que trois jours d'existence : bien assez, selon les auteurs de la tribune, qui souhaitent empêcher les journalistes de RT France de présenter leur travail aux Français.

De son côté, la présidente de RT France, Xenia Fedorova, n'a pas manqué de réagir :

« Il est surprenant que les médias français soient si prompts à insulter l'intelligence et la capacité de jugement de leurs propres compatriotes, visiblement si vulnérables au "brouillage des esprits" et à la "désunion", selon les auteurs de la tribune. Voilà qui illustre parfaitement pourquoi les Français désirent tant entendre de nouvelles voix dans les médias d'informations. »

Pour la chef de RT France, en outre, le fait que la tribune soit publiée dans le quotidien Le Monde ne doit rien au hasard.

Autre réaction indignée : celle de Jean-Robert Raviot, professeur de civilisation russe à l'université Paris-Ouest Nanterre. Sur Facebook, l'universitaire déplore le manque de sérieux de la tribune, pointant du doigt, en particulier, le caractère politisé de ses auteurs. « Cette tribune est une tribune de militants qui avancent masqués », assure-t-il, assimilant ceux-ci à ce qu'il appelle la « gauche Pentagone », à savoir « un vaste et puissant secteur de l'élite intellectuelle, stratégique et médiatique française qui, de manière systématique, défend l'atlantisme intégral, la continuation de la vieille guerre froide et sa diabolisation permanente de la Russie par tous les moyens ».

« Sous couvert de dénoncer la "menace russe" en "spécialistes", ils servent la soupe des tenants de l'hégémonie contre le pluralisme », ajoute Jean-Robert Raviot.

Indignation du côté du Moscou

Du côté des autorités russes également, la tribune anti-RT n'est pas passée inaperçue. Pour la porte-parole de la diplomatie russe Maria Zakharova, la source d'inspiration des auteurs de la tribune ne fait aucun doute : « La provenance de ce signal est évidente : il provient directement de l'Etat français et du président. C'est une évidence. » Elle a rappelé que si les voix se multiplient pour tenter d'empêcher les journalistes de RT France de travailler librement en France, leur argument est lui unique. Il consiste à rappeler « la citation d'Emmanuel Macron à propos de la chaîne » à Versailles en mai dernier.

Plus tôt dans la journée, Vladimir Djabarov, Premier vice-président du Comité des affaires internationales du Conseil de la Fédération, avait prévenu que si le droit d'émettre était retiré à la chaîne RT France, les médias français en Russie « recevraient sans aucun doute une réponse – le même type de mesures que celles que nous avons prises contre les médias américains. » Début décembre, Moscou a classé neuf médias américains diffusant sur son territoire « agents de l'étranger », après que Washington a pris une mesure similaire contre des médias russes dont RT.

- (RT Bashing) L'angoisse de nos médias face à la perte de leur monopole de la propagande - les-crisis.fr 24.12

<https://www.les-crisis.fr/rt-bashing-l-angoisse-de-nos-medias-face-a-la-perte-de-leur-monopole-de-la-propagande/>

Commentaires d'internautes.

1- Je lis et regarde RT en anglais au quotidien. Je mets au défi quiconque de donner un lien vers un article de "fake news" chez RT. C'est la qualité journalistique de ce média qui fait peur, face aux propagandistes que sont devenus le Monde et Libération que je ne lis plus alors qu'ils ont été mes

quotidiens préférés pendant de nombreuses années. J'espère que RT France sera à la hauteur de RT international.

2- "Russia today" : avec un nom pareil, même si ça donne une vision partielle et russe, on ne peut pas dire qu'il y ait tromperie. Ces réactions contre RT me terrifient. Plus que tout ce que j'ai lu ici, elles me convainquent que l'information n'est plus libre en France.

3- "Le combat acharné de quelques journaux contre l'arrivée d'une seule chaîne russe, à l'audience somme toute limitée, et sous contrôle du CSA, en dit long sur leur crainte viscérale de perdre le monopole de l'information – et donc de la propagande -, et de voir leurs méthodes remises en cause."

La peur de l'arrivée d'un média concurrent est en effet un facteur d'explication de la réaction épidermique des journalistes déjà installés. Mais leur réaction en dit tout aussi long sur la manière dont ils pensent leur métier, presque leur mission : nous dire ce qu'il faut penser de.

Les médias mainstream misent sur le biais de confirmation (faire adhérer plus fort le lecteur / client) alors que le public est désormais capable / désireux de croiser les sources, de savoir comment se fabrique le consentement ... ils se tirent une balle dans le pied.

RT a de beaux jours devant elle. Elle correspond à la demande de pluralité du public. Cette pluralité est également celle du Media innovant <https://www.lemediatv.fr/> dont j'espère (j'ai peu de doutes) il sera question ici prochainement.

4- Il y a quelque chose qui m'échappe.

Que reproche t'on à Poutine ?

-De défendre sa puissance militaire en annexant la Crimée où se trouve la base militaire de Sébastopol et dont les habitants sont russophone et à 60% d'origine Russes ?

-De défendre Bachard El Assad en écrasant Daesh afin de protéger également sa base navale de Tartous seul point de ravitaillement et de réparation de la Marine russe en mer Méditerranée ?

Ces faits sont sujets de critiques et c'est normal mais si l'opprobre est jetée sur le gouvernement Russes majoritairement pour ces raisons comment se fait t'il que "les journalistes" n'aient pas la même langage vitupérant concernant le gouvernement Américain?

N'est ce pas ce gouvernement qui a détruit l'Irak sous de faux prétextes engendrant plus de 500 000 morts.

N'est ce pas ce pays qui tue des civils par centaines avec leurs drones en Afghanistan, Yémen etc...

Dites 'les journalistes' vous n'auriez pas une mémoire sélective ...

5- Donc à quand remonte l'orientation politique de ces élites ?

S'il fallait dater officiellement, je dirais depuis la théorie du Heartland de Halford John Mackinder : "The geographical pivot of history" (1904), réaménagée par Zbigniew Brzezinski dans son "Grand Echiquier". Le territoire pivot est... la Russie ! <https://www.youtube.com/watch?v=UnemesFU4y8>
La formation de l'Union Européenne sous égide américaine/OTAN, le rattachement des derniers arrivés de l'Est, Ukraine comprise, les "printemps arabes" du Moyen-Orient, les guerres en Syrie, Afghanistan, Corée du Nord sont partie de la feuille de route Mackinder.

6- Mais pourquoi les Pseudos Journalistes ne posent pas les questions qu'il faudrait poser du genre cf cet article sur l'ECFR fondé par Georges Soros ?

<http://bruxelles.blogs.liberation.fr/2007/10/02/soros-milite-po/>

Christine Ockrent & Sylvie Kauffmann sont-elles de vraies journalistes ou des agents de l'ECFR ?

<http://www.ecfr.eu/paris/fr/conseil>

Voire d'autres officines moins sympathiques

<https://twitter.com/SylvieKauffmann/status/321716335228882944>

Le conseil es stratégie François Heisbourg est il membre du lobby militaro industriel Anglo-Saxon

<http://www.iiss.org/en/persons/iiss-s-governance-s-and-s-advisory-s-structure/francois-s-heisbourg>

Les voila les vrais questions qu'ils ne posent et que RT va poser à leur place.

7- On connaît les positions néoconservatrices de François Heisbourg. Ce qui est moins connu : dans une note intitulée "L'espionnage de l'Est et la gauche", Raymond Nart, n° 2 de la DST dans les années 1990, écrivait : "François Heisbourg était, en réalité, un agent américain..." (Roger Faligot et Pascal Krop, DST Police secrète, Flammarion, 1999, p. 640).

8- Ce déchaînement médiatique anti-russe est vraiment un cas d'école de propagande atlantiste. La "gauche pentagone" française qui n'a de gauche que le nom bien sur mais le terme fait sens, fait tomber son masque toute empressée de se jeter sur l'intrus venu du froid. On peut voir les visages de nos chères "élites" et leur cortège de serviteurs de presse qui apparaissent les uns après les autres comme des "poupées russes".

9- Effectivement, l'expression "la gauche Pentagone" est magnifique ! Merci au site Les Crises de m'informer des travaux de JR Raviot, ainsi que du livre récent "La France atlantiste" de Hadrien Desuin, que je vais m'empresse d'acquérir... avec, quand même, un bémol (mais j'attends de l'avoir lu) parce que, dans la présentation du livre, je pointe ceci : "comment, en 10 ans, la France est devenue la vassale de l'Amérique". Lisant "L'Ami américain" d'Eric Branca, remarquable, on comprend que cette "gauche Pentagone" est à l'oeuvre depuis la fin des années 40...

10- Devant la déferlante médiatique je me suis mis à regarder par moi même. Et finalement j'ai rallumé ma TV sur la chaîne 359 et au surprise, des reportages, des avis contraires sur un sujet, et pas trop de 39/45 comme cela passe sur les autres chaînes (car pas une semaine sans un truc sur Hitler ou 39/45 oui je regarde les programmes)

Finalement j'ai mis la chaîne RT en favori et il y a une différence avec les autres chaînes d'information .

Dire que c'est la chaîne de Poutine est un mensonge ou la voix du Kremlin .

Pour moi c'est une chaîne d'info avec des reportages avec un autre angle de vue

Et je suis assez critique pour me faire mon avis depuis que je n'ai plus de TV (3 ans)

- Le hold-up de la "gauche" sur "l'intelligence" et la "liberté d'expression" est devenu tout à fait abominable !

11- Tout cela signifie que dans nos démocraties occidentales, l'opposition au système libéral n'est tolérée que jusqu'à un certain niveau et même seulement à la marge. Je ne parle pas d'opposition gauche/droite qui ne veut plus rien dire mais d'opposition radicale (c'est à dire remontant à la racine) au libéralisme.

Nos chiens de garde, pensant que RT va donner des coups de boutoir dans ce système, font un tir de barrage en guise d'avertissement.

Bien évidemment, je regarde et écoute RT. Enfin une vraie chaîne d'info dans le PAF. Je ne compte pas les chaînes de propagande BFM, LCI, CNEWS et FI.

12- La différence entre l'occident et la Russie de Poutine, c'est qu'en Russie l'état a pris le contrôle des oligarques, alors qu'en occident c'est l'inverse.

Par Etat en Russie il faut voir des organismes institutionnels comme le FSB, (ex KGB), et l'armée avec un chantage aux oligarques, "vous êtes tous corrompus, enrichis en pillant l'ex Urss mais soit vous collaborez avec l'Etat et on ferme les yeux, soit vous êtes poursuivis pour corruption", soit "enrichissez vous mais au service de l'intérêt du pays " comme sous de Gaulle !

Dans les deux cas, occident et Russie nous avons un régime d'oligarques, mais en occident c'est la ploutocratie mondialiste et atlantiste au service des intérêts de la ploutocratie US, en Russie c'est une ploutocratie sous contrôle de l'Etat comme sous de-Gaulle !

Dans les deux cas il s'agit d'une économie capitaliste très inégalitaire.

13- Ben oui, chez nous la pensée unique et les médias aux ordres de la finance nous obligent à la russophobie ... du "Maccartisme" à la française ... Occident convaincu d'être le seul détenteur de la vérité vraie ...

Cela fait des années que je peux suivre ce qui se passe en Russie car j'ai de la famille qui vit là bas et effectivement il existe chez les russes une grande déception car ce sont des francophiles de vieille date.

Il existe 3 sites Internet, dont RT et un journal que l'on peut télécharger gratuitement, francophones ...

Un peu d'ouverture d'esprit ferait du bien à la majorité de nos concitoyens si sclérosés dans leur certitude absolue de détenir la vérité ... Il est vrai que cette presse russe a aussi ses travers et que l'information délivrée n'est pas totalement innocente mais d'avoir une autre version des faits permet de comprendre les événements.

14- A propos de l'article de «Elle» son auteur D.W. sait-il/elle que Voltaire avait des liens particuliers avec la Russie, et qu'il a entretenu une longue correspondance avec Catherine II. Non... et bien c'est vrai : Voltaire pourrait être classé par nos procureurs médiatiques comme agent d'influence russe!

Ne serait-il pas largement temps d'instaurer un cordon sanitaire autour de nos chères têtes blondes en interdisant simplement l'enseignement des écrits du philosophe au collège? Qui sait peut-être qu'en lisant deux pages de "Candide" nos gosses se mettraient à trouver Poutine sympa... Le danger est trop grand, ma brave Dame.

Et puis les russophobes hystériques qui squattent les médias pourraient organiser un autodafé du "Traité sur la tolérance". Un livre dangereux pour eux puisqu'il dénonce la fanatisme...

15- Je propose que l'Éducation nationale interdise également Denis Diderot (il est allé à Saint-Pétersbourg, invité par Catherine II qui a osé financer l'Encyclopédie, ce "fake book"), la comtesse de Ségur (née Rostopchine, ce qui rime avec Poutine), Jules Verne (c'est louche, cette histoire de Michel Strogoff)...

Mieux qu'une Troisième Guerre mondiale : la guerre perpétuelle.

- En guerre perpétuelle : la pensée américaine fait du surplace, par Paul R. Pillar

Tel un hamster en cage courant dans sa roue, le peuple américain est piégé dans des guerres perpétuelles pour lesquelles les élites des affaires étrangères n'offrent aucune voie de sortie, mais seulement des excuses pour continuer, observe l'ex analyste de la CIA Paul R. Pillar.

Andrew Bacevich a déjà exposé ailleurs les nombreuses raisons pour lesquelles, comme il le dit, « la grande majorité des Américains ne se soucie guère » du fait que leur pays soit englué dans ce qui désormais correspond à un état de guerre permanent à l'étranger. Ces raisons comprennent, par exemple, le fait que les coûts réels de ces expéditions militaires n'ont pas été vraiment chiffrés, et que le discours public américain sur la politique étrangère relève d'une magnifique langue de bois. (...)

Le contexte de l'état de guerre permanent des États-Unis d'Amérique qui a prévalu pendant les 16 dernières années contraste singulièrement avec ce qui a été l'approche traditionnelle américaine de la guerre et de la paix. Et c'est là que réside un autre ensemble de raisons expliquant pourquoi les Américains restés à la maison ne prennent pas fait et cause pour leurs compatriotes qui ont dû prendre les armes et combattre sans cesse outre-mer. Cette tradition est née au cours du dix-neuvième siècle et fut cimentée par ce qui reste le plus grand effort de guerre outre-mer Américain : la Seconde Guerre mondiale.

Cette tradition voulait que la guerre soit une nécessité relativement peu fréquente et impliquait une mobilisation américaine pour abattre le monstre du moment. Celui-ci étant clairement défini, puis, après une victoire nette et sans bavure, un retour aux préoccupations de temps de paix.

Comme j'ai pu le dire extensivement ailleurs, ce format auquel une guerre est sensée se conformer – et particulièrement l'attente qu'une guerre est sensée avoir une fin définitive et identifiable – a entraîné de nombreux problèmes une fois confronté à des activités américaines plus constantes à l'étranger. (...)

Le modèle mental de guerre finie sous-tend l'attitude nonchalante du public américain à l'égard d'une implication guerrière permanente à l'étranger. (...)

A un certain niveau de la psyché américaine se loge la croyance que le combat d'aujourd'hui, comme la plupart de ceux d'hier, aura une fin claire (et victorieuse). Ainsi, la plupart des Américains ne pensent pas devoir analyser et discuter la perspective qui devrait être extrêmement gênante que des Américains vont devoir combattre à l'étranger pour toujours.

Que les interminables combats actuels furent engagés dans le cadre de la prétendue « guerre contre le terrorisme » a contribué à ces problèmes de manière significative. (Bacevich liste parmi les raisons de cette acceptation de la permanence de la guerre « la frénésie médiatique autour du terrorisme qui continue encore et encore »)

Le label « guerre contre le terrorisme » et le concept associé ne furent jamais logiques. Comme le défunt Zbigniew Brzezinski l'a dit dans un de ses commentaires, appeler cela la guerre contre le terrorisme a autant de sens que d'appeler la seconde guerre mondiale « la guerre contre le blitzkrieg ». Le terrorisme est une tactique qui a été utilisée depuis des millénaires, et en tant que

tel, s'opposer à lui ne peut jamais prendre fin. Cette terminologie de « guerre » a également encouragé la militarisation excessive du contre-terrorisme. (...)

Viennent ensuite les tendances sur ce que les Américains pensent à propos de l'implication de l'Amérique dans le monde – particulièrement cette tendance à croire que tout problème à l'étranger peut être résolu avec suffisamment de détermination et d'effort, et que les Etats-Unis d'Amérique devraient être l'acteur qui prend la tête pour les résoudre. Il y a une grande réticence à quitter toute situation qui est encore chaotique, car partir ressemble à un échec, quels qu'aient été les objectifs U.S qui auraient été atteints.

Ces habitudes américaines viennent renforcer cette tendance naturelle de traiter les dépenses à fonds perdus comme des investissements. Le résultat est un élargissement récurrent du champ de la mission, dans laquelle des expéditions commencées afin de lutter contre le terrorisme mutent en une entreprise de construction d'une nation ou en un effort pour contrer l'influence d'un état tiers.

Le fait que la guerre actuelle dure depuis si longtemps a encouragé l'acceptation comme la nouvelle norme. Une grande partie d'une génération a atteint l'âge adulte en sachant que les États-Unis ont toujours été en guerre à l'étranger. La guerre permanente, et le refus d'accepter tout ce qui pourrait être dépeint comme une défaite, est devenu un cadre de référence non seulement pour le grand public, mais aussi pour les experts de la politique étrangère. (...)

La raison ultime d'après Sky (Emma Sky (qui était conseillère politique d'un des commandants militaires américains en Irak -ndlr) pour rester militairement en Irak semble être, comme c'est le cas de bon nombre de ces sortes d'arguments, de contrecarrer l'influence iranienne – peu importe que l'Irak ait été du même côté que les États-Unis dans la lutte contre l'État islamique. Sky écrit que si l'influence iranienne n'est pas maîtrisée, « cela pourrait mener non seulement à une confrontation irano-saoudienne, mais aussi à une confrontation irano-israélienne ».

Cela semble être autant un problème avec l'Arabie saoudite et Israël qu'avec l'Irak. C'est d'ailleurs une réflexion sur la façon dont la progression de la mission a dépassé les notions élargies de contre-terrorisme et même au delà de l'édification d'une nation pour s'immerger dans les rivalités régionales de quelqu'un d'autre. Cette logique oublie aussi comment tout le chaos irakien, y compris l'influence iranienne accrue, que Sky ne veut pas quitter alors que c'est encore un chaos, a commencé avec une invasion militaire américaine.

Dans aucun des traitements de ces guerres, en Irak et en Afghanistan, il n'y a de base pour identifier ou s'attendre à une conclusion des missions. Il n'y a pratiquement pas de lumière suggérant qu'il y a un bout du tunnel, et encore moins une vision de son extrémité.

Avec des observateurs avertis qui succombent à l'idée que la guerre permanente est normale, il n'est pas surprenant que l'opinion publique américaine ne semble pas être plus dérangée que cela par les guerres actuelles.

Paul R. Pillar, au cours de ses 28 années à la Central Intelligence Agency, est devenu l'un des meilleurs analystes de l'agence.

Source : Consortium News

Ils osent tout

- «Prions pour [...] la coexistence [...] de deux Etats aux frontières [...] reconnues au niveau international.» - Liberation.fr

- Russie L'opposant Navalny se fait barrer la route de la présidentielle - Liberation.fr

- Franc CFA : un débat, des dégâts - Liberation.fr

Le renvoi brutal de l'économiste opposé au franc CFA Kako Nubukpo de l'Organisation internationale de la francophonie fragilise un peu plus cette institution. Et relance les interrogations autour de la monnaie africaine. Liberation.fr

INFOS EN BREF

SOCIAL

Espagne

- Espagne: Hausse du salaire minimum de 4% en 2018 - AFP

Le gouvernement, le patronat et les syndicats espagnols ont signé mardi un accord relevant le salaire minimum de 4% en 2018, pour le porter à 992 euros d'ici 2020 dans une des économies les plus dynamiques de la zone euro.

"C'est un pas en avant pour corriger l'anomalie historique" que constitue un salaire minimum trop bas, a déclaré le secrétaire général du syndicat Commissions ouvrières (CCOO), Unai Sordo, rappelant que "l'Espagne a souffert d'un processus aigu de dévaluation salariale" pendant la crise économique mondiale.

L'accord finalisé mardi prévoit de relever le salaire minimum de 825 à 858 euros (sur douze mois) en 2018, avec des progressions annuelles pour arriver à 992 euros en 2020.

Ces augmentations annuelles seront maintenues "tant que la croissance atteindra 2,5% et la création d'emplois 450.000 emplois par an", a précisé le chef du gouvernement conservateur, Mariano Rajoy.

Selon les prévisions de son gouvernement, la croissance sera de 3,1% cette année et, a-t-il ajouté, "ce ne sont pas un demi million d'emplois qui seront créés mais près de 600.000". "C'est un accord raisonnable et un accord viable", a estimé M. Rajoy.

En 2017, le salaire minimum avait connu sa plus forte hausse depuis trente ans, le gouvernement ayant concédé une augmentation de 8%.

Il reste néanmoins très bas par rapport à l'Europe. Le SMI brut est de 1.467 euros en France mais de 618 euros au Portugal.

Le taux de chômage, après un pic à 27% début 2013, a fortement reculé mais reste le deuxième plus élevé de la zone euro après la Grèce, à 16,4% au troisième trimestre.

La réforme du travail adoptée en 2012 par le gouvernement de Mariano Rajoy a contribué au reflux du chômage au prix d'une grande précarisation.

L'Espagne détient également le record de la proportion de contrats temporaires dans la zone euro, avec près d'un contrat sur trois. AFP 26.12